



attac

Le Courriel d'information

n°318 – Vendredi 29 mars 2002.

LES HYPOCRISIES DU SYSTEME

Dans ce numéro

1. La formidable hypocrisie du système financier

Ce monstre a pour nom Clearstream. C'est une société de clearing internationale, une multinationale de la finance fondée au début les années septante par une centaine de banques européennes. Clearstream est chargée de transporter électroniquement des titres et des valeurs pour ses clients (en général, des banques), de leur faire passer les frontières des États, et d'en assurer la conservation. En langue française, le terme de «clearing» se traduit par «compensation».

2. Lettre des colonies : l'Argentine

L'explosion n'est pas autre chose que la rupture de ce pacte, l'arrêt du consentement, la conscience que les classes défavorisées ont le droit d'exercer une contre-violence symbolique qui leur rend leur part du gâteau. Cette contre-violence symbolique prend forme lentement, chaque fois que les membres de l'Etat doivent répondre aux questions que personne ne se posait auparavant; chaque fois que les arguments sophistes de la classe politique sont mis en évidence; chaque fois que, dans n'importe quel affrontement quotidien contre les autorités étatiques, les citoyens se crispent et se plaignent, réclament, protestent, dénoncent et «escrachent».

3. En Suisse, des casseroles en solidarité avec les Argentins

Alors que la situation économique de l'Argentine ne cesse de se dégrader, des militants suisses se sont solidarisés ce week-end avec la lutte des «piqueteros» et des assemblées populaires. Des mouvements qui poursuivent leur jonction sur le terrain social argentin.

4. L'INSEE dans les élections françaises

Penser que l'on peut extrapoler les comportements inter-entreprises à l'ensemble de l'économie est une erreur fondamentale de méthode. La revue de l'Insee vient de publier un article qui évalue à 460 000 le nombre d'emplois créés ou sauvegardés entre 1994 et 1997 grâce aux mesures d'allègement de charges. Cette étude sert de référence, aussi bien à Jacques Chirac, dans son discours de Saint-Cyr-sur-Loire, qu'à Jean Pisani-Ferry. On peut s'interroger sur la publication de cet article en pleine campagne.

5. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

La formidable hypocrisie du système financier.

Par Denis Robert

Extrait de "Une autre Europe pour une autre mondialisation", publié par ATTAC Belgique en coédition avec les éditions Luc Pire. Ce livre est un résultat du Congrès européen citoyen de Liège (22-23 septembre 2001), organisé parallèlement au sommet européen d'Ecofin par Attac-Belgique en partenariat avec les syndicats FGTB, CSC et la coalition belge des ONG
http://attac.org/belgique/wb/dossiers/publications/autre_mondialisation.html

Ce monstre a pour nom Clearstream. C'est une société de clearing internationale, une multinationale de la finance fondée au début les années septante par une centaine de banques européennes. Clearstream est chargée de

transporter électroniquement des titres et des valeurs pour ses clients (en général, des banques), de leur faire passer les frontières des États, et d'en assurer la conservation. En langue française, le terme de «clearing» se traduit par «compensation». Clearstream est une chambre de compensation internationale. Clearstream fait du règlement livraison-conservation de titres. Le transport est en définitive fictif.

Il n'y a pas de déplacement réel des titres. Même si des valeurs passent d'une banque de Jersey vers une banque américaine, ces valeurs restent inscrites (électroniquement) dans le système. C'est une donnée que moi, le bétotien, ai mis du temps à comprendre. En fait, seul le nom du propriétaire change... Clearstream est en quelque sorte une «banque des banques»...

«La » banque des banques. C'est d'ailleurs l'aveu même de son ancien Pdg André Lussi:



attac

«Les banques ont des clients, et nous avons comme clients les banques... Oui, nous sommes comme les notaires du monde » (entretien avec l'auteur in Les Dissimulateurs , documentaire de 80 minutes, première diffusion sur Canal+ le 1er mars 2001). Nous ne pouvons que souscrire à l'interprétation d'André Lussi. En effet, même si depuis peu certaines banques développent leur système interne de compensation transfrontalière, pour toute la planète financière, il n'existe que deux chambres de compensation internationale. Deux gigantesques carrefours financiers traitant entre deux cents et trois cents millions de transferts par an.

Dans ce milieu, j'ai aussi appris qu'il ne fallait pas faire confiance aux chiffres communiqués. C'est pour ça que mes fourchettes sont larges. La logique est claire: ne retenir que le gigantisme qui tranche avec la discrétion et l'absence d'information.

Chez Clearstream, comme chez Euroclear, on n'informe jamais. On communique toujours. Pour ce qui est des montants transitant par ces systèmes, la marge d'erreur est le trillion d'euros. Dans son précédent exercice, Clearstream, qui par ailleurs se vante d'être sûr et précis dans ses activités, a reconnu une erreur de 1,7 trillions d'euros dans le montant des titres conservés en ses comptes. C'est l'équivalent du stock total de la dette extérieure publique du Tiers monde !

L'erreur reconnue par la suite –et l'anecdote est remarquable –n'a fait que quelques lignes de rectificatif dans le Financial Times.

L'une de ces chambres de compensation a son siège à Bruxelles et se nomme Euroclear. L'autre, Clearstream, a élu domicile à Luxembourg. Si la première, sur laquelle nous n'avons pas enquêté, nous paraît (jusqu'à preuve du contraire) respecter divers contrôles, et nous dit refuser de nombreux clients, la seconde, par contre, a des pratiques plus que suspectes. On trouve vraiment de tout, et du n'importe quoi, chez Clearstream. Des sociétés off shore au patronyme ronflant. Des banques pakistanaises en faillite. Des chapelets d'institutions financières inscrites à Caïman, Jersey, Vanuatu ou Turk and Caïcos... De plus, Clearstream n'est contrôlée par aucun organisme extérieur.

Cette confession a été faite sur procès-verbal, dans la procédure judiciaire en cours aujourd'hui à Luxembourg, par le directeur de la Commission de surveillance du secteur financier.

Par ailleurs, les sociétés d'audit qui avalisent les comptes de ce type de sociétés financières protéiformes sont d'abord des outils internes de régulation.

Elles n'offrent aucune garantie quant à un contrôle crédible. Ce non-contrôle de Clearstream, avéré aujourd'hui par l'enquête en cours au Luxembourg, est une des révélations de notre travail. Il est aussi la cause de tous les maheurs de Clearstream. Mais également, à n'en pas douter, d'une volonté humaine. Ce système arrangeait tellement de monde. Une autre révélation est que chez Clearstream, comme chez Euroclear, tout est tracé. Et traçable. Donc, retraçable. Chaque transaction financière fait l'objet d'un archivage sur microfiche. Je n'ai pas la place ici pour entrer dans les détails techniques, et je vous invite à vous reporter à notre livre (Révélation\$). En résumé, et pour vous donner quelques indications: Clearstream traitait environ 153 millions de transactions en l'an 2000 (selon les chiffres de son bilan consultable sur Internet), gérait la même année environ 16 000 comptes provenant de 105 pays, dont, notons-le, 41 paradis fiscaux, bancaires et judiciaires (selon les documents fiables que nous nous sommes procurés).

La firme qui compte 2 300 salariés, et environ 2 500 clients (essentiellement des banques, mais aussi des multinationales et des sociétés offshore) brasse, selon ses chiffres, quelque 50 000 milliards d'euros par an. Sa marge brute annoncée en 2000 était de 1 021 millions d'euros. Son bénéfice officiel pour l'année 2000 était de 215 millions d'euros. Pourtant, ces chiffres ne signifient rien si l'on ne prend pas en compte une donnée essentielle : Clearstream – qui au départ était un remarquable outil au service des banques et de leurs clients– a lentement mais sûrement dérivé. Nous situons la dérive vers le début des années nonante. Le clearing peut et doit fonctionner sur une règle simple: la transparence totale sur l'identité des clients échangeurs, et la traçabilité totale –donc accessible– de la nature des échanges. Ne nous méprenons pas sur ces termes: il ne s'agit pas ici de rendre publique, au yeux du monde, la nature des échanges. Il s'agit simplement d'apparaître nommément en tant qu'utilisateur du système. Et entre utilisateurs du système. Par essence, le clearing devait permettre à des clients d'échanger des titres et des valeurs. La société de clearing se charge de mettre en contact, par ces listes, les candidats aux achats et ventes de valeurs sur toute la planète, puis d'organiser électroniquement ces achats et



attac

ventes. Enfin, c'est sa tâche essentielle (et la plus lucrative): elle conserve en ses comptes (certains disent «ses coffres») les titres et valeurs échangés. Ainsi, une société comme Clearstream, en plus d'être un des principaux notaires du monde financier, est un point de passage quasiment obligatoire pour tout spéculateur. C'est surtout un centre névralgique fondamental de la mondialisation financière. [...]

J'entends pourtant beaucoup de bêtises dans les propos des «spécialistes» de ces questions, invités sur les plateaux de télévision. Je constate aussi une formidable hypocrisie chez nos gouvernants, en particulier anglais et américains. On nous dit : «Nous allons épuiser les ressources des terroristes.» On nous dit «Nous traquerons les banques et les États complices.» On livre des noms. On parle aussi des secrets «inviolables» des paradis fiscaux. Les juges de l'appel de Genève –Bernard Bertossa et Renaud Van Ruymbeke – sont sortis de leurs cabinets et de leurs enquêtes (j'allais écrire de leurs placards médiatiques) pour répéter ce qu'ils rabâchent depuis cinq ans maintenant. Cette lointaine idée d'un espace judiciaire européen toujours aussi nécessaire, pour lutter contre le crime organisé. Mais toujours aussi lointaine... Je vois même des banquiers suisses se cotiser pour «offrir» 500 000 dollars aux pompiers de New York. Quelle formidable hypocrisie ! En même temps, le fait que les médias, et certains politiques –même si c'est avec opportunisme– s'intéressent à nouveau à ces sujets graves marque un progrès. Il y a un cruel concours de circonstance de voir aujourd'hui les Twins Towers qui enfermaient dans leurs bureaux «le cœur même de la finance mondiale» s'effondrer.

Les instigateurs du complot ont évidemment frappé au cœur de la puissance américaine. Merrill Lynch –le plus gros agent de change du monde –, Morgan Stanley, la Chase Manhattan, la Citibank, les banques européennes ou les cabinets d'agents de change suisses, français, anglais, tous ceux qui avaient des bureaux et des ordinateurs au World Trade Center... Tout cela réduit en poussière... Les terroristes n'ont pas la reconnaissance du ventre... On dit Ben Laden très riche. On dit que la nébuleuse terroriste dispose de centaines de millions de dollars.

On dit qu'une opération comme celle du 11 septembre 2001 a coûté une fortune en logistique. C'est sans doute vrai. Si les agents de cette nouvelle guerre ont réussi à se financer, et à masquer leur financement, ils le doivent à

ceux-là même qui aujourd'hui sont morts sous les décombres des «Twin Tower». Et surtout aux actionnaires des banques ayant leurs bureaux dans les tours jumelles. Et à Georges Bush qui, voici quelques mois encore, bataillait à l'ONU pour laisser vivre en paix les paradis fiscaux et leurs gros clients américains. Et à Tony Blair qui, avec la City de Londres, gouverne le plus magnifique centre offshore du monde. Et aux banquiers suisses qui ont beau jeu de filer un pourboire aujourd'hui aux pompiers déprimés... Et aux Luxembourgeois et à Clearstream qui forcément a dû servir à un moment ou à un autre dans la chaîne qui permet aux blanchisseurs – et parmi eux les terroristes – de dissimuler l'origine et la nature de leurs investissements...

Je retombe sur Clearstream. Ce n'est pas une obsession, c'est une obligation. Rien n'est clair chez Clearstream. La firme luxembourgeoise s'est fait une spécialité dans le monde de la finance. Elle vend de l'opacité. Au cours de mon enquête, une des rencontres les plus intéressantes a été celle avec un salarié de Cedel (c'était le nom de Clearstream avant 1999) qui m'expliquait les arguments utilisés pour vendre sa société auprès de banquiers susceptibles «d'adhérer au système». En l'occurrence, il avait travaillé avec des clients moscovites. Après les cadeaux d'usage (en général des stylos ou des sacs en cuir), il louait les performances de sa firme : «Rapidité, sécurité, fiabilité... Nous échangeons les titres en quelques secondes. Vous pouvez être sûr que personne ne viendra y mettre son nez. Notre système bénéficie de l'infrastructure informatique la plus performante du marché...» Je retombe sur Clearstream et le Luxembourg pour plusieurs raisons.

D'abord, rappelons qu'en 1991, la faillite de la banque arabo-pakistanaise BCCI avait son épilogue à Luxembourg. Aujourd'hui, plusieurs sources fiables insistent sur les liens entre Ben Laden et l'argent de la BCCI, dont le siège était à Luxembourg. En dehors du fait que Ben Laden était un enfant de la CIA, qui peut dire au juste d'où vient sa fortune ?

À cette question, j'en pose une autre: où est passée la centaine de milliards de dollars engloutis dans la faillite de la BCCI ? Nous avons montré, grâce aux microfiches d'Ernest Backes, qu'un mois après la fermeture totale de la banque et le gel de ses avoirs, la firme luxembourgeoise continuait à effectuer des transactions au nom de la BCCI et à rembourser des clients privilégiés. Par manque de moyens,



attac

nous n'avons pu aller plus loin. D'autres le pourraient. Dix ans plus tard, quand j'ai lu dans la presse la liste des banques interdites, car liées à Ben Laden et donc dans le collimateur de l'administration Bush, je n'ai nullement été surpris d'en trouver chez Clearstream. De même, nous avons retrouvé une quinzaine de comptes d'autres institutions financières suspectes proches d'islamistes fondamentalistes dans ces mêmes comptes (ma source, là, est un rapport émanant de la DST française et publié par le site Intelligence on line). Mais là n'est pas l'essentiel. La réaction de Clearstream et ses démentis sont étonnants.

Je n'ai pas de savoir particulier sur ces banques ayant aidé des réseaux terroristes, mes sources sont la presse et des rapports publiés çà et là, mais je m'interroge sur la présence en avril 2000 chez Clearstream de ces comptes ayant pu avoir des liens avec les financiers de la nouvelle guerre qui secouait la planète aujourd'hui. Et sur l'envie des actuels dirigeants de Clearstream, de voir des enquêteurs – fussent-ils américains – mettre le nez dans les archives du clearing...

Pourtant, j'en suis persuadé, là est sûrement – du fait même de l'infrastructure des échanges bancaires aujourd'hui – la clé de nombreux mystères. C'est le dernier point que je voudrais aborder. Le plus important à mes yeux. Bien plus important que les débats sur la taxe de type Tobin... Je le dis ici une nouvelle fois parce que je suis devant des militants d'Attac, des syndicalistes, des ONG, etc.: la taxe Tobin est techniquement faisable. C'est ce que m'ont confié du bout des lèvres les Pdg de Clearstream et d'Euroclear dans mon enquête... Il suffit de s'inspirer de la manière dont se paient les sociétés de clearing international, pour imaginer une nouvelle taxe. Ces sociétés touchent des droits de garde et de passage sur chaque transaction passant par leur système. La taxe Tobin ne serait – techniquement – qu'une taxe de plus pour ces multinationales de la finance, qui centralisent à elles deux la majorité des achats et des ventes de titres transfrontaliers.

Mais pour cela, il faut évidemment d'abord contrôler ces sociétés de clearing international. Et en premier lieu Clearstream. Les démocraties ont laissé trop de liberté aux banquiers. Parce que le marché est devenu un totem, les politiques ont laissé à ces banquiers un improbable et très dangereux pouvoir: celui de se contrôler eux-mêmes.

Aujourd'hui, les dérives de Clearstream, les quantités industrielles de comptes non publiés, la présence en ses listes de milliers de comptes inscrits dans des paradis fiscaux – y compris par les banques les plus réputées – montrent qu'un point de non-retour a été atteint. Il faut absolument – c'est devenu vital pour nos démocraties, mais aussi pour les économies, et pour l'équilibre Nord-Sud – exercer un contrôle public sur les deux chambres de compensation internationales : Clearstream et Euroclear. J'ajoute qu'il faudrait également contrôler l'autre outil inventé par les banquiers pour communiquer entre eux: Swift, la société belge de «routing financier», qui crypte et décrypte jusqu'à six millions de messages par jour et s'occupe de la liquidation des échanges internationaux de devises.

Ce n'est évidemment pas dans les paradis fiscaux, ou le secret des comptes suisses ou pakistanais, qu'il faut aujourd'hui chercher les traces des versements ou des investissements illicites, mais bien ailleurs. Tout près de chez nous. Dans ces «boîtes noires» de la finance mondiale. Cette évidence là, ce secret-là, est le premier secret des banquiers. Je suis plutôt content de le violer devant vous.

Contact pour cet article : Robert, webmaster du site ATTAC België Belgique robert@attac.org

Lettre des colonies : l'Argentine

Par Sandra Russo. Pagina 12, mars 2002.
Traduction Carlos Debiasi

Au beau milieu d'un naufrage. En pleine tempête. Quand les vagues menacent de retourner le bateau et que le tonnerre laisse présager encore plus de foudre et d'éclairs, personne n'aurait l'idée de se coiffer. C'est le moment de faire le dos rond, de garder l'équilibre, de ramasser ses forces et doser son énergie. Mais si le mauvais temps continue, si les nuits et les jours passent, que l'inclémence continue à frapper, il est possible que la nature humaine, peut être de façon inexplicable, se charge de doter le naufragé d'une idée ou de quelque minuscule ressource qui lui permette de se penser comme autre chose qu'un simple naufragé. La vie en état de survie exige – pour prendre de la valeur et justifier l'effort que cela demande – un geste qui la rend digne.

Dans la pire des confrontations arrive cet instant : celui où la vie qui s'exprime par elle-même et fait que, même si cela semble bizarre ou fou ou déconnecté, il y a des gens qui arrêtent de



attac

pleurer pendant un moment et vont au cinéma, mangent un bout de gâteau au chocolat, racontent une blague ou font l'amour ou encore dansent.

Dans cette ville aux murs tapissés par les explosions populaires, par les marches constantes, par un avenir exproprié, dans ce pays qui a permis l'intronisation d'une classe dirigeante qui ne paraît pas avoir toute sa raison, qui a permis l'intronisation d'un secteur financier qui mord la cheville de l'Etat comme un chien enragé sans aucune intention de lâcher prise. Au milieu de cette lutte brutale et béate - pour ce que Pierre Bourdieu appelait le « champ du pouvoir » - à laquelle pour la première fois participe une multitude de « déclassés », cette loi selon laquelle la vie continue - qu'elle continue de la manière qui nous est possible - a commencé à battre dans beaucoup de cœurs. Une manière, entre guillemets ou entre parenthèses, une manière pas chère, une manière tendre et familiale, une manière suave, une manière accessible. A travers le nombre de personnes qui ont été privées de cette planche de salut, on peut mesurer les énormes méfaits de cette tragédie. L'urgence multiplie les drames sans retour.

Quand le chaos a commencé, il y a trois mois, on a perçu clairement le côté salutaire de l'acte collectif de sortir pour crier. Nous avons accumulé des années de rage et de consentement. La répression sans précédent en réponse à cet acte collectif, a transformé les cris en hurlements, et nous avons eu notre bref printemps « portegno » durant ces deux ou trois semaines de passion citoyenne. Les assemblées ont permis à énormément de gens de retrouver le goût de la parole. Pour la première fois les gens ont parlé et ils continuent à parler, bénits soient-ils, mais le temps passe et il est urgent donner à cet argile que nous sommes une forme exacte, en devenir mais exacte ; toutefois, abandonnez-le à la force des événements et cet argile peut se contaminer, pourrir ou se retourner.

Dans un essai qu'il inclut dans son livre « Raisons pratiques », Bourdieu, a reformulé la très connue phrase de Max Weber sur la Nature de l'Etat, à propos « d'une communauté humaine qui revendique avec succès le monopole de l'emploi légitime de la violence physique dans un territoire déterminé ». Le sociologue français a ajouté un autre concept fondamental pour comprendre l'Argentine d'aujourd'hui : l'Etat, disait-il, ne revendique pas seulement l'emploi légitime de la violence

physique, mais en plus « celle de la violence symbolique ». Cette invention humaine, cet engin qu'est l'Etat, est capable d'exercer la violence symbolique -soumettant certains secteurs, arrachant tout espoir à d'autres, redistribuant atrocement le peu de biens- parce qu'il « incarne à la fois l'objectivité sur la forme des structures et des mécanismes spécifiques, et la subjectivité -si l'on préfère, dans les cerveaux- sur la forme des structures mentales, de perception et de pensée ». Bourdieu disait qu'une méga institution comme l'Etat force les gens à oublier qu'il est le fruit d'une longue série d'actes et d'associations, en se présentant comme une chose « naturelle ».

Aucun exemple de rupture ne peut avoir des conséquences aussi profondes que celui qui rappelle aux gens que les choses n'ont pas à être comme elles sont, que, quelques fois historiquement, il y a eu des alternatives et que les cartes peuvent se mélanger autrement, peut être plus justement, peut-être plus démocratiquement.

C'est ce que nous voyons tous les jours. L'explosion n'est pas autre chose que la rupture de ce pacte, l'arrêt du consentement, la conscience que les classes défavorisées ont le droit d'exercer une contre-violence symbolique qui leur rend leur part du gâteau. Cette contre-violence symbolique prend forme lentement, chaque fois que les membres de l'Etat doivent répondre aux questions que personne ne se posait auparavant; chaque fois que les arguments sophistes de la classe politique sont mis en évidence; chaque fois que, dans n'importe quel affrontement quotidien contre les autorités Etatiques, les citoyens se crispent et se plaignent, réclament, protestent, dénoncent et « escrachent »

(ndlr : action d'interpeller publiquement un personnage public qui a des torts)

La contre-violence symbolique signifie, simplement, qu'il n'est pas si facile de nous prendre pour des idiots.

En revanche, certains récents événements semblent faire glisser la confrontation vers le terrain de la violence littérale -dépourvue de la trame symbolique qui est en gestation-. Cette violence littérale peut devenir un piège qui nous transforme à nouveau en victimes du monopole de la violence physique que l'Etat détient toujours et qu'il continuera à détenir, même s'il est souhaitable que ce soit une autre sorte d'Etat que l'actuel qui le fasse. Le statu-quo est



attac

provocateur : Jorge Asís menace de sortir dans la rue avec « ses amis » ; Jorge Vanossi parle de « la turba »(foule) ; la droite défend Roberto Alemann en vertu de son âge; ou Joaquín Morales Solá préconise le rétablissement des bandes façon nazie. Le statu-quo s'accommode de n'importe quel type de violence, cela lui convient et cela lui a toujours convenu. Mais au-delà de la stratégie –qui, pour une fois, serait la bienvenue- cela serait génial de convenir collectivement que dans cette forme, minime mais exacte, que le peuple argentin donne à sa propre argile, il n'y aura pas de place pour le vol ni pour la violence. Si on admet la guillotine, on ne peut pas être contre certaines têtes et pour d'autres. La mort civile, que méritent quelques-uns, n'est pas la même chose que des croche pied, gifles ou coup de poing. La citoyenneté consiste à apprendre à savoir faire la différence.

Dans ce sens, cela vaut la peine de mentionner, avec émotion, « l'escrache » impeccable que médecins infirmiers et malades ont fait subir vendredi dernier dans l'Hopital Rocca au Docteur Jorge Bergés, impliqué dans des tortures, vols de bébés pendant la dictature. La puissance de ces voix unies pour faire savoir à « cette chose, cette merde » -comme l'a déclaré l'un des médecins- qu'il est persona non grata dans cet hôpital; la force de ces insultes concentrées pendant vingt minutes de déshonneur organisé, a été plus éloquente, claire et coupante qu'un coup de pied, coup de poing ou croche pied. Cette communauté médicale a exprimé sa répulsion, mais aussi elle a exprimé la différence qui sépare le digne de l'indigne.

Tracer une limite, dans ce sens, revient à se coiffer dans la tempête, à se donner la contenance nécessaire pour que la lutte pour la vie continue à valoir la peine: la vie pour laquelle on se bat est honorable.

Nous faisons encore naufrage, mais nous ne sommes pas seulement que des naufragés.

Contact pour cet article : Carlos Debiasi, le traducteur de l'article CarlosDebiasi@wanadoo.fr

En Suisse, des casseroles en solidarité avec les Argentins

Deux articles, publiés en collaboration avec le Courrier de Genève www.lecourrier.ch

A - LE CONCERT DE CASSEROLES A RESONNE A LAUSANNE

Par Pauline Martin

«Crédit Suisse escroc! Le peuple aura ta peau!» Ou alors: «Banquiers assassins, les Argentins ont faim!». Samedi matin, à Lausanne, une centaine de personnes ont scandé ces slogans, manifestant ainsi leur solidarité avec le peuple argentin. Elles ont rejoint la «Cacerolazo Global» qui a raisonné ce même jour aux quatre coins de la planète et dans différentes villes suisses. Organisé par ATTAC-Vaud et soutenu par Presencia Latinoamericana, le défilé entendait dénoncer le néolibéralisme, selon eux véritable «néocolonialisme», qui ravage actuellement l'Argentine et d'autres pays de l'Amérique latine. Le Crédit Suisse, particulièrement, était la cible de tous les protestataires, qui lui reprochent sa responsabilité dans la ruine du pays. La manifestation, qui a duré un peu plus d'une heure, s'est déroulée dans une ambiance calme et chaleureuse.

Le rendez-vous avait été donné à 10 h 30, à la place de la Riponne. Les manifestants, avec leurs ballons de diverses couleurs et leurs casseroles, se sont peu à peu frayé un chemin parmi les maraîchers matinaux, dessinant un défilé coloré et retentissant. Le concert de casseroles, créant des rythmes variés, a témoigné de la solidarité des contestataires avec le peuple argentin. Depuis maintenant trois mois, celui-ci descend en effet dans les rues avec des casseroles pour manifester contre les «politiques corrompus». A Lausanne, les banderoles annonçaient plusieurs slogans, tels que: «Crédit Suisse, il a fait sortir des millions d'Argentine», «Annulez la dette, éradiquez les paradis fiscaux». Poursuivant leur chemin vers Saint-Laurent, les manifestants ont pris la rue Pépinet pour aboutir à la place Saint-François.

Samedi, le Crédit Suisse était la cible du mouvement. Selon les manifestants, la banque «abrite dans ses comptes des sommes d'argent importantes en provenance d'Argentine» et participe ainsi à la fuite des capitaux du pays. ATTAC lui reproche également de détenir 25% des actions de la « Banco General de Negocios», qui est accusée par la justice argentine d' avoir organisé l'évasion de 70 millions de dollars. Pour manifester leur colère, les protestataires ont terminé leur défilé devant le Crédit Suisse, à l'avenue Benjamin-Constant, huant et sifflant bruyamment l'entreprise. Les manifestants, pour finir, ont lâché leurs ballons, afin de symboliser la fuite des capitaux d'Argentine. «Nous simulons ainsi le sentiment des petits épargnants qui ont vu leurs économies s'envoler», ont-ils expliqué.



attac

Quelques 250 personnes défilent dans les rues de Genève.

Des manifestations de soutien au peuple argentin se sont déroulées un peu partout en Suisse samedi. C'est à Genève que l'appel a été le plus entendu. Quelque 250 personnes y sont descendues dans la rue.

Les banques, et principalement le Crédit Suisse, ont été la cible des manifestants. Ces derniers ont rappelé que les Argentins sont les victimes d'une grave crise économique et financière. La classe moyenne se paupérise et le nombre de chômeurs explose, dans un climat de tension sociale très vive. Pour témoigner de leur solidarité avec le peuple argentin, près de 250 personnes ont défilé à Genève. Le cortège était bruyant mais pacifique. De nombreux manifestants avaient pris soin d'apporter une casserole et ne se sont pas privés de taper allègrement dessus dans un joyeux tintamarre.

Devant le Crédit Suisse

Le cortège, parsemé de drapeaux argentins, s'est arrêté quelques minutes devant le siège genevois du Crédit Suisse, pour dénoncer la politique menée par la banque en Argentine. Le Crédit Suisse a des liens avec un établissement financier argentin qui a favorisé l'évasion de capitaux. A Fribourg et à Zurich, les manifestants étaient moins d'une centaine, mais tout aussi bruyants et en colère contre le Crédit Suisse (CS). Le CS n'a pas souhaité se prononcer sur la manifestation elle-même. «Celle-ci a été autorisée et nous sommes en démocratie», a dit le porte-parole Jean-Paul Darbellay. La prochaine manifestation est prévue le 27 mars, à 18 h, lors de la rencontre Argentine-Caméroun au stade des Charmilles, Genève.

B- PIQUETS ET CASSEROLES, TOUS ENSEMBLE

Par Charles-André Udry. Economiste, ATTAC Suisse

Dans son édition du 16 mars, le très conservateur Buenos Aires Herald n'a pas eu d'autre choix que de reconnaître la gravité de la crise socio-économique que traverse l'Argentine. L'héritage politique impérial le rend sensible aux «risques sociaux». Traduisons: aux dangers qui peuvent frapper une oligarchie quand un peuple ne peut plus accepter et, donc, refuse.

Dans son éditorial, il soulignait: «Avec 75 000 personnes qui ont perdu leur emploi au cours du

mois [de février, ndlr], toutes les raisons existent pour affirmer que le chômage constitue même un problème plus important que l'inflation, spécialement pour les secteurs disposant de revenus inférieurs [bel euphémisme! ndlr]». Quelques lignes plus haut, le rédacteur mettait en lumière l'attaque très dure contre ces «bas revenus» provoquée - simultanément au chômage - par la hausse des prix. Au cours de la semaine du 11 au 15 mars, les produits de base ont connu (selon l'Institut de statistique) une hausse de 2,8%.

Certains produits, consommés par les couches populaires, comme la polenta, subissent des augmentations vertigineuses: 22,6% en l'occurrence. Le prix du papier hygiénique atteint aussi des records: 18,21%. Les chômeurs n'ont qu'à lire la bonne presse et l'utiliser à bon escient.

Le prix de l'essence et du fuel va encore croître, ainsi que ceux des articles scolaires, selon un analyste de l'Association des consommateurs (Adelco). La hausse moyenne pour le seul mois de mars sera de 5,5% (Clarin, 16 mars), si l'on anticipe à partir de la majoration des prix effectuée par les grossistes en février. Ce relèvement des prix est provoqué par la chute du peso - le 15 mars un dollar valait 2,45 pesos, la dévaluation de réal brésilien est dépassée¹ - qui induit une hausse des produits importés. En outre, la spéculation doit faire bonne figure. Ses formes sont diverses. Par exemple, une grande surface paie les entreprises qui l'approvisionnent après 180 jours avec des pesos dévalués, mais elle fait valser sur le champ les étiquettes. Un grossiste attend quelques semaines pour mettre sur le marché un produit, en anticipant l'inflation, et en créant un «peu de rareté», ce qui tend les prix vers le haut.

Le chômage ne touche pas que les salarié-e-s. Ainsi, les petits magasins dépérissent avec leurs propriétaires. Etant donné la chute des revenus de leur clientèle, ils ne peuvent pas répercuter sur les produits les hausses de leurs «frais fixes» (électricité, téléphone, eau... tous servis par des firmes privatisées). Selon la Fédération des chambres et des centres de commerce (Fedecameras), 65 000 commerces ont disparu depuis le début de l'année, sur un total enregistré de 900 000, en décembre 2001. La marée du chômage et de la paupérisation monte.

En conclusion, l'Argentine connaît un processus aggravé des économies de la périphérie en crise: une chute brutale de la production et des



attac

investissements; des salarié-e-s qui subissent une baisse violente des revenus; un chômage en spirale et les prix qui s'envolent. On assiste à une dépression-inflation.

Le « bloque » s'enracine

C'est dans ce climat qu'est arrivée, le 15 mars à Buenos Aires, la marche² du «Bloque Piquetero Nacional» (BPN). De tout le pays - après avoir parcouru des milliers de kilomètres - quelque 6000 représentants des organisations de chômeuses et de chômeurs ont convergé sur la place de Mai. Le mot d'ordre central traduit bien la situation sociale et politique du pays: «Pour du pain; pour du travail; que tous s'en aillent». Le Gouvernement du péroniste Duhalde n'a manifestement pas convaincu les travailleurs et les chômeurs. Et il n'est pas prêt de le faire, puisqu'il refuse les augmentations de salaire demandées par la très péroniste Confédération générale du travail (CGT-officielle). De nouvelles occupations de routes ont d'ailleurs été décidées.

Le BPN est animé par diverses organisations, parmi lesquelles le Movimiento Teresa Rodriguez, le Polo Obrero, le Mouvement des chômeurs et des retraités de Raul Castells. Ce dernier formait un détachement impressionnant, avec une banderole longue de 100 mètres.

Si le nombre de marcheurs était plus limité qu'attendu, tous les témoignages indiquent un approfondissement du mouvement piquetero au plan local. La jonction avec les assemblées populaires s'est faite. De divers quartiers du Grand Buenos Aires, des délégations d'assemblées populaires rejoignaient le cortège avec le mot d'ordre «Piquets et casseroles, la lutte n'est qu'une seule».

Après presque trois mois, la rébellion populaire se diversifie et se radicalise. Le silence médiatique sur cette révolte populaire et les formes de démocratie directe, sur sa remise en cause, à la racine, des politiques impérialistes et des oligarchies capitalistes, est politiquement sonore. Et plein de sens.

Un trimestre de rébellion

En Argentine, les «événements» se précipitent, selon la formule du présentateur d'un journal télévisé du 21 mars. En réalité, face à une crise économique et socio-politique de cette ampleur, l'accélération événementielle constitue la règle.

Une comparaison peut permettre de saisir l'affaissement de l'économie. Selon divers analystes parmi les plus optimistes, la chute du Produit intérieur brut serait de 8% en 2002. Or, lorsque l'on examine des pays de la périphérie frappés par un marasme analogue, la chute du PIB, au cours des douze mois qui suivirent le déclenchement de la faillite, a été évaluée ainsi: 6,2% au Mexique (1995), 4,6% en Russie (98), 7,3% en Equateur (99). Certes, la précaution doit être de mise concernant l'exactitude de ces données. Cependant, ce rapprochement statistique fournit la mesure de l'effondrement argentin. Ce dernier peut s'appréhender sous un autre angle: la chute du revenu. Ainsi, mesuré en dollars, le salaire d'un employé du secteur public de Buenos Aires a passé de décembre 2001 à mars 2002 de 1144,21 dollars à 457,7; l'allocation d'un retraité de 437,14 dollars à 174,9.

Dans ce contexte, s'affirment tous les jours les exigences appuyées des chômeurs, retraité-e-s, salarié-e-s; les mobilisations multiples pour la survie qui se mélangent avec des actions revendicatives; la mise en question radicale des responsables politiques et économiques de cette situation; le réveil de secteurs sociaux qui avaient pensé pouvoir échapper au «malheur économique» (les épargnants auprès de la BankBoston, par exemple); la polarisation entre «riches» et «pauvres». Tout cela dessine le panorama quotidien, dicte le contenu de la presse et de la télévision.

Ainsi, le 21 mars au soir, une des émissions-phares est consacrée à l'armement des riches quartiers protégés, les *countries*. En dix ans, quelque 500 000 habitants se sont regroupés ainsi aux portes de Buenos Aires. Voilà l'expression urbanistique de la sécession des riches et de leurs craintes, plus ou moins fantasmées, d'être attaqués par un «peuple affamé».

Assemblée centrale

Le 17 mars s'est tenue l'Assemblée des assemblées populaires dans le Parque Nacional. C'était la première réunion de ce type. Selon le quotidien Pagina 12, «l'assemblée fut massive», entre 3000 et 4500 personnes venant du Grand Buenos Aires et de certaines provinces. Cette assemblée nationale a adopté une résolution, qui sera discutée localement. Ses points principaux étaient: refus de payer la dette extérieure; nationalisation de la banque; ré-étatisation des entreprises privatisées et du système de fonds de pension par capitalisation



attac

(l'AFJP, qui n'est plus capable d'assurer le versement des retraites de quelque 9 millions de cotisants, étant donné les pertes enregistrées dans son portefeuille, et entre autres celles provoquées par la chute des titres obligataires liés à la dette publique!).

A cela s'ajoutent deux initiatives: cacerolazo du 24 mars («anniversaire» du coup d'Etat de 1976) et appui à l'Assemblée à Merlo, un quartier du Grand Buenos Aires où les hommes de main du péronisme ont attaqué l'assemblée le 22 février.

Deux interrogations surgissent à l'occasion d'une telle réunion. En premier lieu, les modalités d'intervention des organisations politiques de la gauche radicale, très militantes, mais qui tendent, parfois, à ne pas respecter l'autonomie de ces structures auto-convoquées. Ainsi, elles freinent leur croissance quantitative et politique. En second lieu, les initiatives de centralisation du mouvement des Assemblées (ou des piqueteros) exigent un effort gigantesque étant donné la dimension du pays et peuvent apparaître comme ne correspondant pas aux exigences d'initiatives locales qui ne cessent, elles, de s'amplifier.

Le patron : Bush

Enfin, les ordres lancés par Bush avant la réunion des chefs d'Etat à Monterrey (Mexique), le 22 mars, mettent le gouvernement Duhalde sous tension. George W. Bush, le secrétaire d'Etat au trésor (Paul O'Neil), Condolezza Rice du Conseil de sécurité et Anne Krueger, la No2 (formellement) du FMI ont fait passer, simultanément, un message: le Gouvernement argentin doit appliquer un plan drastique d'austérité, c'est une pré-condition pour une négociation sérieuse. A cela, il doit ajouter sa participation à la guerre en Colombie. La crise continentale se concrétise.

(1) Il en découle une possible concurrence à la dévaluation entre le Brésil et l'Argentine. Mais le 22 mars, la cotation du dollar s'est terminée au taux record de 3,10. Cela signifie que dès aujourd'hui, lundi, le pays vit sous le régime d'une inflation galopante dramatique.

(2) Lire Le Courrier du 12 mars dernier.

Contact pour ces deux articles : Alessandro Pelizzari, membre du secrétariat administratif d'ATTAC Suisse alessandro@attac.org

L'INSEE, dans les élections françaises

Par Michel Husson. Economiste, administrateur de l'Insee.

Penser que l'on peut extrapoler les comportements inter-entreprises à l'ensemble de l'économie est une erreur fondamentale de méthode. La revue de l'Insee vient de publier un article (1) qui évalue à 460 000 le nombre d'emplois créés ou sauvés entre 1994 et 1997 grâce aux mesures d'allègement de charges. Cette étude sert de référence, aussi bien à Jacques Chirac, dans son discours de Saint-Cyr-sur-Loire, qu'à Jean Pisani-Ferry (2). On peut s'interroger sur la publication de cet article en pleine campagne. On peut en tout cas émettre de très sérieuses réserves quant à la validité scientifique d'une telle évaluation.

1. L'article commet une erreur fondamentale de méthode qui consiste à penser qu'on peut extrapoler les comportements interentreprises à l'ensemble de l'économie. Personne ne conteste qu'une entreprise va perdre ou gagner des parts de marché selon que son prix augmente ou baisse par rapport à celui de ses concurrents. On peut mesurer cet impact et trouver par exemple qu'une baisse de 10 % du prix permet de gagner 5 % de part de marché. Cette évaluation est plus ou moins facile à réaliser mais ne pose pas de problèmes de méthode. Il en va tout autrement si on cherche à en inférer qu'une baisse de 10 % du prix de toutes les entreprises va conduire à une augmentation du PIB de 5 %. La croissance du PIB est en effet commandée par d'autres variables que les prix relatifs, et une telle déflation aurait bien des chances de provoquer une récession. C'est pourtant ce coup de force épistémologique que réalise l'article de l'Insee.

2. Si l'on parle ici de croissance plutôt que d'emploi, c'est que cette étude ne confirme pas le discours habituel sur les baisses de charges. Le mécanisme généralement invoqué est en effet le suivant: la baisse du coût du travail va favoriser l'embauche par rapport à l'intensification en capital. Elle va donc permettre de créer plus d'emplois pour une croissance donnée, et on parle alors d'enrichissement de la croissance en emplois. Or, ce n'est pas ce que trouvent les auteurs de l'étude: la baisse du coût salarial exerce un effet similaire sur le volume de valeur ajoutée et sur l'emploi, de telle sorte que la productivité du travail reste à peu près inchangée. Les créations d'emplois identifiées ne passent donc pas principalement par un enrichissement de la croissance en emplois, mais par le développement des débouchés liés aux baisses



attac

de prix, elles-mêmes permises par la réduction des coûts de production.

3. La taille démesurée des effets rend peu plausible l'évaluation proposée: entre 1994 et 1997, les effectifs salariés ont augmenté de 360 000, alors que l'étude évalue à 460 000 les créations d'emplois découlant des baisses de charges. En l'absence de baisse de charges, l'emploi aurait donc reculé de 100 000, en raison d'une moindre progression du PIB. Tout se passe donc comme si les baisses de salaires étaient le moteur unique de la croissance. Heureusement, l'économie française a connu des périodes de croissance économique assorties de progression des salaires, et elle en connaîtra d'autres, si toutefois on ne casse pas la demande sous prétexte de la doper.

4. La période étudiée est marquée par une forte croissance du temps partiel, qui passe de 14,8 à 16,8 % de l'emploi total entre 1994 et 1997. Si on raisonne en équivalent-temps plein, l'augmentation du nombre d'emplois n'est plus de 360 000, mais de 174 000. Ainsi, plus de la moitié de la progression de l'emploi correspond à la montée du temps partiel, ce qui est considérable. Or, l'étude n'en dit pas un mot.

5. L'une des prouesses statistiques de l'étude consiste à annoncer des créations d'emplois mirobolantes, à partir d'un échantillon d'entreprises qui n'en crée pratiquement aucun. Les auteurs se satisfont de retrouver la baisse des effectifs dans l'industrie et leur hausse dans le tertiaire et se rassurent en déclarant que de telles différences sont usuelles. Il n'empêche: en 1994, les entreprises de l'échantillon employaient au total 3 772 941; trois ans plus tard, elles n'en emploient guère plus: 3 776 286, soit une progression de 0,1 %, alors que l'emploi salarié total a augmenté quant à lui d'environ 2 %. On se trouve donc devant une situation particulièrement extravagante: les emplois effectivement créés sur la période l'ont été à peu près exclusivement en dehors de l'échantillon utilisé pour établir qu'ils résultent exclusivement des baisses de charges.

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 29

FRANCE: Lyon – Lons le Saunier – Chinon – Ganges – Acheres

-- Samedi 30

FRANCE: Paris 11 – Tours – Bordeaux – Vigy

6. L'effet initial des baisses de charges est assez faible: calculé sur l'ensemble de l'échantillon, il conduit ex ante à une réduction du coût moyen du travail de 1,68 %. Mais les estimations conduisent à une amplification considérable de cette baisse initiale, qui est multipliée au moins par trois. Ce phénomène n'est pas expliqué sinon par des effets de substitution entre travail qualifié et travail non qualifié. Certes, la part des non-qualifiés, qui est d'environ 25 % dans l'emploi total passe à près de 50 % dans les emplois créés, mais ce déplacement ne permet absolument pas de comprendre une baisse aussi considérable du coût moyen du travail.

7. L'étude ne permet pas de comprendre pourquoi un effet tellement massif sur données individuelles d'entreprises (1 % de baisse du coût salarial créerait 1,85 % d'emplois supplémentaires) s'évapore littéralement quand on cherche à le repérer économétriquement sur des séries temporelles agrégées. Faute d'estimations directes, un consensus (déjà contestable) s'était établi chez la majorité des économistes autour d'une élasticité de 0,6; autrement dit, une baisse du coût salarial de 1 % devait entraîner une augmentation de 0,6 % des effectifs employés. Avec l'étude de l'Insee, c'est exactement trois fois plus! Il paraît difficile de fonder un débat sérieux de politique économique sur de telles exagérations sans se poser, au moins, la question du bouclage macroéconomique.

(1) Bruno Crépon et Rozenn Desplatz, «Une nouvelle évaluation des effets des allègements de charges sociales sur les bas salaires», Economie et statistique n° 348, 2001-8. (2) Jean Pisani-Ferry, la Bonne Aventure, Editions La Découverte, prix du livre d'économie 2001.

Contact pour cet article : Secrétariat du Conseil scientifique d'ATTAC France, cs@attac.org



attac

-- Dimanche 31

FRANCE: Paris 11 – Tours – Chinon – Vigy - Uzeste

-- Lundi 1

FRANCE: Bagnols – Saint Nazaire – Gardanne – Vigy – Amiens – Pertuis - Beziars

-- Mardi 2

AUSTRIA: Salzburg

DANMARK: Beboerhus - Dronningensgade

FRANCE: Ales – Uzes – Nantes – Avignon – Grenoble – Louviers – Vigy – Paris 15 – Plouguenast – Paris 11 – Les Mureaux